



## **CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

### **INSTALLATION TEMPORAIRE DE DISTRIBUTEUR(S) DE BOISSONS ET SNACKING AU SEIN DU CENTRE AQUATIQUE DE CHARLIEU-BELMONT COMMUNAUTE**

ENTRE

**Charlieu-Belmont Communauté, représentée par son Président en exercice XXXXX, et habilité  
par une délibération du conseil communautaire en date du 26/02/2026**

Désignée dans la présente comme Charlieu-Belmont Communauté

ET

***La société XXXX, dont le siège social est situé XXXXXXXXXXXXXXX, représentée par XXXXXXXX***

*Désignée dans la présente comme l'Exploitant,*

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

Charlieu-Belmont Communauté autorise la Société XXXXXXXXXXXX, à installer et à exploiter un /des distributeur (s) de boissons et snacking à destination du public du centre aquatique. Ce dernier est situé 1 rue du Stade 42 190 Charlieu.

## **ARTICLE 2 – LIEU OCCUPE**

L'emplacement est le suivant :

Une superficie de 2m<sup>2</sup> située dans le hall d'accueil de l'entrée principale de l'établissement, dans un espace aménagé à proximité immédiate de la banque d'accueil. Voir plan en annexe.

En aucun cas, il ne sera accepté d'extension ou d'installation à l'initiative de l'Exploitant en dehors de l'emplacement réservé, sans l'accord préalable et par courrier de Charlieu-Belmont Communauté.

## **ARTICLE 3 – DISTRIBUTEUR et PRODUITS ATTENDUS**

### **3.1. Type du/des distributeur(s)**

Toute structure scellée au sol est strictement prohibée. Le type retenu, matériau, dimensions, couleur, ... est présenté en annexe.

### **3.2. Gamme de produits attendus**

Les boissons alcoolisées sont strictement interdites.

Pour les contenants des boissons, il est demandé d'utiliser une vaisselle biodégradable ou des emballages recyclables. Pour les contenants du snacking, il est demandé de limiter le suremballage.

#### **- Gamme de boissons chaudes**

Proposer une gamme variée comprenant :

- Café,
- Chocolat
- Thé

#### **- Gamme de boissons froides**

Proposer une gamme variée comprenant :

- Eau minérale plate et gazeuse
- Jus de fruit

#### **- Gamme de denrées alimentaires pour le snacking**

Une attention particulière sera portée sur la qualité des produits proposés (produits bio, fabrication locale, teneur en fruits).

- Pour les produits salés, l'Exploitant doit proposer au moins deux références distinctes.
- Pour les produits sucrés, l'Exploitant doit proposer au moins trois références distinctes.

## **ARTICLE 4 - MODALITES D'OCCUPATION**

### **4.1. Activité exploitée**

Charlieu-Belmont Communauté accorde à l'Exploitant un droit d'accès et d'exploitation pour une durée de 2 ans ferme à compter de la signature de la présente convention. Cette autorisation est consentie à titre précaire et révocable.

Elle est accordée à l'Exploitant à titre exclusivement personnel.

L'Exploitant ne pourra céder à des tiers, même à titre gratuit, les droits mentionnés ci-dessus. Le non-respect de cette règle entraînera la résiliation de plein droit de la convention dans les conditions prévues à l'article 8 du présent document.

Charlieu-Belmont Communauté autorise l'Exploitant à occuper le domaine public dans l'état où il se trouve le jour de l'entrée en vigueur de la convention.

A l'expiration de la durée de la convention ou de sa résiliation, l'Exploitant devra rendre la partie du domaine public occupée dans l'état où il l'aura reçue.

L'Exploitant prend à sa charge l'ensemble des frais, taxes et charges fiscales découlant de l'activité exploitée ainsi que tous les frais et droits résultants de la présente convention.

Un état des lieux entrant et sortant sera fait pour chaque site concerné notamment sur les raccordements et branchements à effectuer. L'état des lieux sera élaboré par Charlieu-Belmont Communauté et signé par l'Exploitant.

### **4.2. Modalités techniques d'occupation**

#### **4.2.1. Installation et retrait du/des distributeur(s)**

Charlieu-Belmont Communauté met à disposition un branchement électrique, une arrivée d'eau potable ainsi qu'une évacuation des eaux usées.

L'installation et le retrait du/des distributeur(s) est prise en charge techniquement et financièrement par l'Exploitant. Le jour de l'installation et du retrait, un représentant de Charlieu-Belmont Communauté devra être présent.

Le retrait du/des distributeur(s) devra avoir lieu dans la semaine qui suit la fin de la convention, en dehors des heures d'ouverture au public. L'exploitant devra veiller à être assuré jusqu'à l'enlèvement du distributeur même si ce dernier intervient après la fin de la convention.

Le distributeur installé par l'Exploitant demeurera la propriété de ce dernier.

Charlieu-Belmont Communauté prend à sa charge la consommation d'électricité et la consommation en eau potable générée par le/les distributeur(s).

#### **4.2.2. Approvisionnement / Produits / Accès au site**

L'Exploitant assure l'approvisionnement du/des distributeur(s) en produits de bonne qualité.  
L'offre de produits sera fixée conjointement par les deux parties.

L'approvisionnement des produits doit être régulier et continu, de façon à éviter les ruptures de stock et la péremption des produits. Ce dernier s'effectuera principalement durant les heures d'ouverture au public.

L'Exploitant prend à sa charge l'ensemble des frais, taxes et charges fiscales découlant de la livraison des produits.

#### 4.2.3. Entretien

L'entretien du/des distributeur(s) et son bon état de fonctionnement est du ressort exclusif de l'exploitant.

L'Exploitant doit assurer, à chaque passage (fréquence à préciser), et lors du renouvellement des produits mis en vente, l'entretien et le maintien en bon état d'hygiène et de fonctionnement des distributeurs et de leur emplacement. A ce titre, la façade des distributeurs et les emplacements où les aliments sont exposés dans l'appareil doivent être nettoyés, désinfectés et rincés.

Il doit également assurer, au moins une fois par mois, l'entretien des sols au-dessous des machines.

En cas de panne ou de dysfonctionnement constaté, le propriétaire contactera l'exploitant au numéro de téléphone ci-après : XXXXXX et/ou par mail à l'adresse suivante : XXXXXX.

L'exploitant s'engage à intervenir dans les 48 heures afin de remédier à la panne, et au besoin à changer de distributeur.

En cas de dysfonctionnement du système de paiement, l'exploitant reste seul responsable des relations avec l'usager et cette mention devra être précisée sur le distributeur : contact client en cas de dysfonctionnement : XXXXXXXX

#### 4.2.4. Règles relatives à l'information et à la communication

L'Exploitant ne pourra procéder à aucune communication, information et/ou publicité sur tout ou partie des éléments se rapportant à l'exploitation de l'activité sans l'accord préalable et écrit de Charlieu-Belmont Communauté.

#### 4.2.5. Interlocuteur dédié

L'Exploitant doit, à compter de l'entrée en vigueur de la convention et pour toute sa durée, mettre à disposition un interlocuteur dédié à l'exécution et au suivi technique et administratif des prestations.

En cas de changement de cet interlocuteur, l'Exploitant doit en informer sans délais Charlieu-Belmont Communauté. L'Exploitant doit proposer un remplaçant disposant de compétences au

moins équivalentes et dont il lui communique le nom et les titres dans un délai de 8 jours à compter de la date d'information de la collectivité par l'Exploitant.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS TARIFAIRES ET FINANCIERES**

### **5.1. Conditions tarifaires des produits**

Les prix de vente doivent être clairement affichés sur le distributeur. Le tarif des différents produits sont présentés en annexe.

### **5.2. Conditions financières de l'autorisation d'occupation du domaine public**

#### **5.2.1. Production de documents**

L'Exploitant est tenu de communiquer à Charlieu-Belmont Communauté son chiffre d'affaires hors taxe et toutes taxes comprises, par trimestre et par produit.

#### **5.2.2. Redevance d'exploitation**

L'occupation du domaine public entraîne le versement d'une redevance de 15 % minimum sur les ventes réalisées (calculée sur le chiffre d'affaires HT).

La redevance sera acquittée semestriellement, sur la base des relevés trimestriels fournis, et devra être payée sous 30 jours à partir de l'émission du titre de recettes.

## **ARTICLE 6 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

L'Exploitant est seul responsable des accidents et dommages pouvant être causés aux personnes ou aux choses du fait de son occupation et de son exploitation.

La responsabilité de Charlieu-Belmont Communauté ne pourra pas être recherchée pour les accidents ou dommages susceptibles de survenir aux personnes et aux choses du fait de l'occupation et de l'exploitation par l'Exploitant ou de sa négligence.

Par ailleurs, Charlieu-Belmont Communauté entend être dégagée de toute responsabilité concernant d'éventuels vols ou dégradations qui pourraient survenir sur le distributeur ou à l'intérieur de ce dernier. A cet effet, l'Exploitant devra contracter les assurances nécessaires.

L'Exploitant est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages de toutes natures susceptibles d'être causés à autrui, au personnel ou aux biens de Charlieu-Belmont Communauté, dans le cadre de son intervention pour la durée de la convention.

L'Exploitant doit fournir l'attestation d'assurance correspondante à Charlieu-Belmont Communauté à la signature de la présente convention.

## **ARTICLE 7 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans ferme à compter de la signature de la présente convention.

## **ARTICLE 8 – CONTROLES – SANCTIONS - RESILIATION**

Charlieu-Belmont Communauté pourra procéder à tout moment à un contrôle de l'exploitant.

En cas de non-respect par l'exploitant de ses obligations, et si ce dernier ne se conforme pas aux remarques relevées par la collectivité, la résiliation du contrat pourra intervenir sans délai. Il ne sera dû aucune indemnité à l'exploitant à ce titre. L'exploitant devra retirer son matériel sous 72 heures, à ses frais, en dehors des horaires d'ouverture au public, et en présence d'un représentant de Charlieu-Belmont Communauté.

En cas de résiliation à la demande de l'exploitant en cours de contrat, une pénalité de 1 500 € sera dû à la collectivité ainsi que le pourcentage sur les ventes réalisées durant la période où le distributeur était présent.

La collectivité pourra résilier la convention pour motif d'intérêt général. Elle en informera l'exploitant par courrier en LRAR, sans indemnité versée à l'exploitant.

## **ARTICLE 9 - LITIGE**

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Charlieu, le  
(En deux exemplaires originaux)

**Pour Charlieu-Belmont Communauté**

**Le Président**

**Pour l'Exploitant**

**Le dirigeant**